



ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Consultation n°2024DSN092

commun à tous les lots

Pouvoir adjudicateur

DEPARTEMENT DU CALVADOS

Rue Saint-Laurent – BP 20520 14035 CAEN Cedex 1

Téléphone : +33 0231571048

Représentant de l'acheteur

Monsieur le DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Objet de l'accord-cadre

2024DSN092 Matériel courants faibles - Acquisition, installation et prestations de services associées

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales.....	4
1.1 Objet de l'accord-cadre	4
1.2 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande.....	4
1.3 Conditions de passation des bons de commande	4
1.4 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel.....	4
1.5 Traitement des données	5
1.6 Mesures de sécurité	5
2. Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution - Reconduction.....	5
2.1 Durée de l'accord-cadre	5
2.2 Prolongation des délais d'exécution.....	5
2.3 Reconduction	6
3. Pièces constitutives de l'accord-cadre	6
4. Forme des notifications et informations au titulaire	6
5. Action d'insertion par l'économie et l'emploi	7
6. Prix – Variation du prix	7
6.1 Contenu des prix	7
6.2 Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre.....	8
6.3 Variation du prix.....	8
7. Retenue de garantie	10
8. Avance	10
8.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance	10
8.2 Modalités de règlement de l'avance.....	10
8.3 Modalités de résorption de l'avance.....	10
9. Règlement des comptes	11
9.1 Modalités de règlement du prix.....	11
9.2 Délais de paiement	12
9.3 Intérêts moratoires	12
9.4 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques solidaires	12
10. Modalités d'exécution de l'accord-cadre	13
10.1 Stockage, emballage et transport	13
10.2 Conditions de livraison.....	13

10.3	Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande.....	13
10.4	Documents fournis après exécution	13
10.5	Modification de l'accord-cadre	13
10.6	Prestations supplémentaires ou modificatives.....	14
11.	Développement durable – Dimension sociale.....	15
11.1	Lots concernés.....	15
11.2	Insertion sociale	15
12.	Pénalités	15
12.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	15
12.2	Pénalités en cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion sociale	16
13.	Constatation de l'exécution des prestations.....	16
13.1	Opérations de vérification et décisions	16
13.2	Admission, ajournement, réfaction et rejet	16
14.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	16
15.	Garanties	16
16.	Assurances	16
17.	Différends	17
18.	Dispositions en cas d'intervenants étrangers	17
19.	Résiliation de l'accord-cadre	17
19.1	Résiliation pour faute	17
19.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	17
20.	Dérogations aux documents généraux	18

1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet 2024DSN092 Matériel courants faibles - Acquisition, installation et prestations de services associées. La description des fournitures et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP.

1.2 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande

Les prestations sont réparties en 2 lots traités par accords-cadres séparés désignés ci-après.

- Lot n° 01 – Prestation de câblage cuivre courant faible et matériel
- Lot n° 02 – Prestations fibre optique et matériel associé

Les prestations des différents lots font l'objet d'un fractionnement en bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
 - Les conditions particulières d'exécution
 - Les conditions particulières de livraison et d'admission
 - Les délais de livraison
 - Le lieu de livraison
 - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG FCS.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande passées dans les conditions suivantes : via le parapheur électronique du Département.

Important : pour les commandes réalisées sur la base des prix figurant aux tarifs catalogues / fournisseurs, il sera impératif que le devis adressé au Département du Calvados comporte la capture écran horodaté du prix public du catalogue.

1.4 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

1.5 Traitement des données

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

- Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :

voir annexes RGPD

- Les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier sont les suivantes :

voir annexes RGPD

- Les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées sont les suivantes :

voir annexes RGPD

- Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations sont les suivantes :

voir annexes RGPD

- La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché sont les suivantes :

voir annexes RGPD

En cas de méconnaissance de la réglementation relative au traitement des données par le titulaire, il sera fait application d'une ou de plusieurs pénalité(s) selon les modalités suivantes :

voir annexes RGPD

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

1.6 Mesures de sécurité

Le titulaire est tenu d'observer les dispositions particulières relatives à la sécurité sur les sites d'intervention qui lui sont communiquées par l'acheteur dans les conditions définies à l'article 5.3 du CCAG. Les dispositions particulières de sécurité sur les sites d'intervention seront communiquées de la manière suivante : à l'issue de la notification de l'accord-cadre au titulaire de chacun des lots (réunion de lancement).

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

2. Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution - Reconduction

2.1 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est définie à l'article *Durée de l'accord-cadre* de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

2.2 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

2.3 Reconduction

L'accord-cadre pourra être reconduit 3 fois.

La reconduction est tacite.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il prendra une décision expresse de non-reconduction qui sera notifié au titulaire au plus tard dans un délai de 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.

3. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- **L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- **Le bordereau des prix unitaires, dont les prix unitaires du BPU** sont reportés dans le cadre de réponse technique et financier
- **Les catalogues des prix / tarifs des différents constructeurs / fournisseurs** sous forme de liens internet
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- **Le cadre de réponse technique et financier**

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- **L'offre technique du titulaire.**
- **Les fiches techniques des matériels chiffrés dans la simulation**
- **Les certifications constructeurs**

4. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur, du parapheur électronique du

Département ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur ou du parapheur électronique du Département, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur ou le parapheur électronique du Département à l'issue de ce délai.

5. Action d'insertion par l'économie et l'emploi

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une démarche forte d'incitation à la lutte contre l'exclusion des personnes éloignées de l'emploi. Dans ce cadre, il permet d'utiliser la commande publique comme un levier en faveur de l'accès à l'emploi des personnes en difficultés d'insertion professionnelle.

Cet accord-cadre intègre une clause d'insertion sociale, dispositif d'insertion socioprofessionnelle, en application des dispositions des articles L. 2112-2 à L. 2112-4 du Code de la commande publique, dont les conditions d'exécution sont détaillées au présent document.

Les modalités d'application de cette clause d'insertion par l'économie et l'emploi dite « clause sociale » sont précisées dans l'annexe jointe au présent document *Présentation des modalités d'application de la clause sociale – Insertion par l'économie et l'emploi*.

Des pénalités applicables au non-respect des engagements sont prévues à l'article Pénalités du présent CCAP.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions prévues au CCAG.

6. Prix – Variation du prix

6.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande ou son annexe.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées :

- soit par application des prix dont le libellé est donné au bordereau des prix ;

- soit, pour les fournitures non prévues au bordereau des prix, par application des prix figurant au catalogue du fournisseur.

Le prestataire indiquera les différents coûts horaires de main d'œuvre en fonction des types de prestation. Cette liste est exhaustive. Ces coûts de main d'œuvre seront différenciés afin d'être reportés dans les devis et les factures.

Ce coût horaire ne pourra être facturé que pour du temps effectif sur le site d'intervention. Il devra inclure l'ensemble des éventuels frais annexes des intervenants (temps de préparation, coût logistique). Aucun temps de prestation, ou coût secondaire ne pourra venir s'y ajouter. Le temps passé par les intervenants pour les déplacements devra être inclus dans le forfait kilométrique.

Le candidat proposera un coût kilométrique concernant les déplacements. Le point de départ est toujours celui du site de référence du prestataire qui devra en indiquer l'adresse ainsi que ses coordonnées géographiques en longitude/latitude (unité : degrés).

La distance est calculée entre le point de référence du prestataire et l'adresse du site d'intervention. La méthode de calcul est celle du chemin le plus rapide établi à partir d'un calculateur d'itinéraire en ligne du type Viamichelin. Le coût de déplacement indiqué inclus le trajet aller et le trajet retour. Un seul trajet aller-retour pourra être facturé par journée d'intervention peu importe le nombre d'intervenant et de véhicule nécessaire à l'intervention. Ce coût kilométrique inclut le temps de trajet des intervenants.

En cas de demande de devis :

- le prix fixé par ce dernier sera valable 30 jours, aucune modification de tarif ne pourra intervenir entre ces deux périodes,

- l'établissement de devis ne pourra pas faire l'objet de facturation et ne sera pas facturé en coûts de prestations supplémentaires. Une étude avec visite sur site pourra faire l'objet de facturation.

Lors de l'émission de bons de commande par le pouvoir adjudicateur, les prix seront figés le jour de la commande sur la base du devis et de ses captures écran. Si les prix des catalogues varient entre l'émission du bon de commande et la facturation, le prix indiqué dans le bon de commande restera celui applicable sur la facture.

6.2 Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

6.3 Variation du prix

Les coûts horaires de main d'œuvre et les frais de déplacements sont révisables annuellement à la date anniversaire de la notification des marchés.

Par dérogation au CCAG, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'août 2024. Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

Le coefficient de révision applicable (A) pour le calcul de la révision des coûts de main d'œuvre est donné par la formule de variation suivante :

Formule n°1 : $A = 0.15 + 0.85 * ICHTrev-IME$

- Les valeurs prises par l'index de référence « *ICHTrev-IME – Industries mécaniques et électriques* » - Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183 seront calculées de la manière suivante : **Index (n) / Index (o)**.
- Index (n) correspond au mois *n* suivant : dernier indice connu à la date anniversaire de la notification.
- Index (o) correspond au mois *Mo* suivant : août 2024.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183

Le coefficient de révision applicable (A) pour le calcul de la révision des frais de déplacement est donné par la formule de variation suivante :

Formule n°2 : $A = 0.15 + 0.85 * 001764283$

- Les valeurs prises par l'index de référence « 001764283 – 1870 - Indice des prix à la consommation - Regroupements particuliers (mensuel, ensemble des ménages, métropole, base 2015) - Gazole » seront calculées de la manière suivante : **Index (n) / Index (o)**.
- Index (n) correspond au mois *n* suivant : dernier indice connu à la date anniversaire de la notification.
- Index (o) correspond au mois *Mo* suivant : août 2024.

La périodicité de la révision est définie comme suit : annuelle à la date anniversaire de la reconduction.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive.

6.3.1 Modalités d'ajustement des prix

Les prix sont ajustés par référence au barème ou au tarif que le titulaire pratique vis à vis de l'ensemble de sa clientèle.

L'ajustement est applicable aux prix suivants : tarifs publics constructeurs / fournisseurs

Les modalités et les conditions dans lesquelles s'effectue l'ajustement sont les suivantes :

Pour les catalogues fournis en réponse au marché :

Information sous forme de courriel au moins 5 jours ouvrés avant la date d'effet des nouveaux tarifs

En cas de non fourniture du nouveau tarif dans le délai, il sera appliqué le tarif précédent.

Pour les catalogues en ligne :

Le titulaire indiquera le prix applicable au moment de l'établissement du devis en joignant une capture horodatée à son devis. Le pouvoir adjudicateur pourra contrôler ces prix à la réception du devis.

Clause de sauvegarde

Le titulaire s'engage à notifier à l'acheteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau barème ou tarif avec un préavis de 1 mois minimum avant la date d'entrée en vigueur de son nouveau barème.

L'acheteur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non livrée des fournitures à la date de remise du barème ou du tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3 % l'an.

7. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

8. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs au seuil fixé par le code précité, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le taux de l'avance est fixé à 10 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

8.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf pour les organismes publics.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

La caution personnelle et solidaire couvrira la totalité du montant de l'avance.

8.2 Modalités de règlement de l'avance

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité.

La remise de la garantie à première demande ou de la caution le cas échéant doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution de l'accord-cadre ou de la tranche.

8.3 Modalités de résorption de l'avance

Le remboursement de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant de l'accord-cadre, s'effectuera selon les modalités suivantes :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées par le contractant bénéficiaire de l'avance dès que ce montant atteindra 65 % de sa part sur le marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65)/15 – Avance déjà remboursée

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations de sa part sur le marché.

9. Règlement des comptes

9.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue à chaque livraison et décision d'admission distincte : ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG FCS.

9.1.1 Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement (règlement partiel définitif ou solde) après livraison et décision d'admission des fournitures par l'acheteur.

- Demande de règlement partiel définitif

Les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux dispositions ci-dessous dans un délai de 30 jours à compter de chaque décision distincte d'admission des fournitures.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixés ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- la retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

La demande de paiement devra comporter le cas échéant le numéro du/des bon(s) de commande et du/des bon(s) de livraison.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

- Solde du contrat

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article

11.7 du CCAG FCS, par le titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la décision d'admission des fournitures ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Lorsqu'il y a eu paiement de règlements partiels définitifs, le titulaire transmet un décompte pour solde qui comporte deux parties :

- une récapitulation des règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte, sauf le dernier règlement partiel définitif
- une demande de paiement correspondant aux sommes dues au titre du dernier règlement partiel définitif

9.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 22140118500014

code service 62 : DSN

code service 168 : ECAT EJC

code service 69 : bâtiments

9.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

9.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par l'accord-cadre) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

9.4 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques solidaires

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur,

la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

10. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

10.1 Stockage, emballage et transport

Concernant le stockage, l'emballage et le transport, les dispositions de l'article 20 CCAG FCS sont applicables.

Les conditions spécifiques de stockage, emballage ou transport sont les suivantes :

le transport des déchets devra respecter les clauses énoncées au CCTP et le procédé tel que décrit dans l'offre technique

10.2 Conditions de livraison

La fourniture devra être livrée et installée dans les délais prévus à l'article 3 *Durée – Délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Le bon de commande précisera le lieu d'intervention.

L'annexe 1 recense l'ensemble des bâtiments concernés.

La livraison s'effectue conformément aux dispositions définies par le CCTP ainsi que dans le respect des dispositions de l'article 21 du CCAG FCS.

Il n'existe pas de difficultés exceptionnelles de manutention.

10.3 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande pour formuler ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

Dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande serait inférieur à quinze jours, l'acheteur indiquera dans le bon de commande lui-même le délai pendant lequel le titulaire pourrait émettre ses réserves, par dérogation à l'article 3.7 du CCAG FCS.

10.4 Documents fournis après exécution

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant telle que définie au CCTP.

10.5 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

- en cas de remplacement du titulaire initial du marché public par un nouveau titulaire, dans les cas de fusion, de rachat, d'insolvabilité ou de mutualisation d'activités, entraînant un transfert d'activité du titulaire initial au profit du nouveau titulaire, si ce transfert n'entraîne pas de modifications

substantielles du marché ;

- en cas de changement des caractéristiques des prestations initiales sous réserves qu'elles soient similaires et répondent aux mêmes besoins ;
- en cas d'aménagement des conditions et délais de réalisation des prestations (prolongation par exemple)
- en cas de mise en œuvre d'un marché similaire
- modification de l'index de variation des prix ;
- correction de la formule de variation des prix en cas d'erreur matérielle,
- en cas de modification des modalités de facturation.
- en cas de suppression, ajout ou modification de contenus à produire, par rapport à la liste transmise dans le CCTP du présent DCE
- en cas de modifications des prestations imposées par des textes réglementaires
- en cas de retrait de prestations, initialement prévues à l'accord-cadre, si elles ne peuvent satisfaire le besoin objet du marché
- en cas de pénurie des matières premières et de hausse des prix des approvisionnements qui ont des conséquences sur les conditions techniques d'exécution du marché, une modification de ses spécifications, pourra être prise par voie d'avenant, avec l'accord des deux parties pour les motifs suivants :
 - substituer un produit à celui initialement prévu et devenu introuvable ou trop cher
 - modifier les quantités ou le périmètre des prestations à fournir
- en cas de travaux, prestations ou fournitures supplémentaires qui sont devenues nécessaires ou circonstances imprévues ou imprévisibles (difficultés matérielles ou techniques rencontrées en cours d'exécution d'un marché) qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraînent pas une augmentation de l'accord-cadre / du marché supérieure à 50 % du montant initial et à la condition qu'un changement de contractant serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial. Cette limite de 50% s'applique au montant de chaque modification à l'exception des modifications ayant une origine identique pour lesquelles elle s'apprécie sur le montant de l'ensemble des modifications.

En cours d'exécution du présent marché, des modifications et/ou des ajouts de prestations peuvent intervenir conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur pourra accepter, après remise d'un devis par le titulaire, l'ajout ou la suppression d'une prestation au cadre de réponse technique et financier sans avenant. L'agrément pour de nouvelles prestations portera sur le fait que celles-ci répondent bien au cahier des charges.

10.6 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations

fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

11. Développement durable – Dimension sociale

11.1 Lots concernés

Lot(s) concerné(s) :

- N°01 - Prestation de câblage cuivre courant faible et matériel

11.2 Insertion sociale

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une démarche forte d'incitation à la lutte contre l'exclusion des personnes éloignées de l'emploi. Dans ce cadre, il permet d'utiliser la commande publique comme un levier en faveur de l'accès à l'emploi des personnes en difficultés d'insertion professionnelle.

Ce marché intègre une clause d'insertion sociale, dispositif d'insertion socioprofessionnelle, en application des dispositions des articles L. 2112-2 à L. 2112-4 du Code de la commande publique, dont les conditions d'exécution sont détaillées au présent document.

Les modalités d'application de cette clause d'insertion par l'économie et l'emploi dite « clause sociale » sont précisées dans l'annexe jointe au présent document Présentation des modalités d'application de la clause sociale – Insertion par l'économie et l'emploi.

Des pénalités applicables au non-respect des engagements sont prévues à l'article Pénalités du présent CCAP.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAG.

12. Pénalités

12.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur appliquera des pénalités conformément aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant total HT de l'accord-cadre mais n'excédera pas 25% du montant total HT de l'accord-cadre, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Pénalités de retard de livraison et / ou de retard dans le délai d'intervention défini au Bon de commande :

Si le délai de livraison de tout ou partie d'une commande dépasse les délais annoncés par le titulaire dans sa réponse, une pénalité forfaitaire de 50€ par semaine (5 jours ouvrés) de retard sera appliquée. Cette pénalité ne pourra pas dépasser 10% du montant total de la commande globale.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

12.2 Pénalités en cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion sociale

Les pénalités suivantes seront applicables :

- Pénalité égale au nombre d'heures prévu par l'accord-cadre et non réalisé, multiplié par 2 et multiplié par le SMIC horaire ;
- Pénalité de 50 € par jour de retard en cas de défaut d'information sur la mise en œuvre de l'action.

13. Constatation de l'exécution des prestations

La livraison de chaque commande fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

13.1 Opérations de vérification et décisions

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications ; il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

13.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

14. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

15. Garanties

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

En complément des dispositions de l'article 33 du CCAG FCS, les garanties particulières suivantes seront mises en œuvre :

16. Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il

encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

17. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Caen.

18. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français".

19. Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

19.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

19.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

20. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 10.2.4 du CCAG FCS par l'article *Variation des prix*
- À l'article 14.1.2 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations*
- À l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations*
- À l'article 3.7 du CCAG FCS par l'article *Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande*

Présentation des modalités d'application de la clause sociale – Insertion par l'économie et l'emploi

Annexe au CCAP

Consultation n°2024DSN092

2024DSN092 Matériel courants faibles - Acquisition, installation et prestations de services associées

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une démarche forte d'incitation à la lutte contre l'exclusion des personnes éloignées de l'emploi. Dans ce cadre, il permet d'utiliser la commande publique comme un levier en faveur de l'accès à l'emploi des personnes en difficultés d'insertion professionnelle.

Ce marché intègre une clause sociale, dispositif d'insertion socioprofessionnelle, en application des dispositions des articles L2112-2 à L2112-4 du code de la commande publique, dont les conditions d'exécution sont détaillées au présent document.

L'engagement d'insertion

Les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, à savoir : les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires de minimas sociaux, les jeunes ayant un faible niveau de qualification ou sans emploi depuis 6 mois ou n'ayant jamais travaillé, les travailleurs en situation de handicap...

Cet engagement est formalisé **dans l'acte d'engagement**.

Les modalités de mise en œuvre

L'entreprise titulaire du marché réserve une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

– **1^{ère} modalité** :

L'embauche directe dans l'entreprise en CDI, CDD, contrat en alternance.

– **2^{ème} modalité** :

La mise à disposition de salariés. Dans ce cas, l'entreprise est en relation avec un organisme qui met à

sa disposition des salariés en parcours d'insertion, durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion, d'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire, d'un Groupement d'Employeur pour l'Insertion et la Qualification GEIQ, d'une Association Intermédiaire etc ...

– **3^{ème} modalité :**

Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou une structure du secteur du travail adapté et protégé (STAP, EA et ESAT).

Cas particulier de la globalisation :

Comme le prévoit la mise à jour des CCAG au 1^{er} avril 2021, si sur un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire de plusieurs marchés comportant une clause d'insertion sociale, il peut solliciter auprès du maître d'ouvrage la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Les modalités de mise en œuvre seront définies avec le Facilitateur Clauses sociales avant le démarrage de la prestation.

Les modalités de mise en œuvre seront définies avec le Facilitateur Clauses sociales du Département du Calvados avant le démarrage de la prestation.

L'entreprise titulaire s'engage à adresser au Facilitateur Clauses sociales du Département du Calvados, au plus tard un mois après le début d'exécution du marché, une attestation précisant le nombre d'heures engagées ou le nombre d'emplois générés en Equivalent Temps Plein (y compris dans le cadre de la mise à disposition ou des prestations sous-traitées ou co-traitées).

L'accompagnement de l'action

Tout d'abord, dans le cadre de ce dispositif, l'entreprise est invitée à désigner un **salarié tuteur** pour être le correspondant en matière d'insertion.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le Département du Calvados accompagne les candidats pour la mise en œuvre des clauses sociales afin :

- De renseigner sur les différentes possibilités existantes sur le territoire, pour répondre à l'action d'insertion : embauche directe, mise à disposition, sous-traitance ...
- D'accompagner le titulaire du marché pour la mise en œuvre de l'action d'insertion : mise en relation avec les structures compétentes, recherche de candidats correspondants au(x) profil(s) de poste(s) défini(s) par l'entreprise, actions de formations préalables à l'embauche en lien avec les financeurs publics de la formation professionnelle, information sur les mesures en vigueur (contrats aidés...).

Contact :

Benoit TURROU – Chargé de mission

Direction Insertion et Logement – Département du Calvados
02 50 22 40 77 – benoit.turrou@calvados.fr

Les publics concernés

L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, devra pour l'exécution du marché, intégrer dans son offre une action d'insertion professionnelle visant à promouvoir l'emploi de personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi, à savoir :

- Les allocataires de minimas sociaux (RSA, ...) en recherche d'emploi ;
- Les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- Les jeunes sans qualification sortis du système scolaire, ou diplômés et sans emploi depuis 6 mois ;
- Les personnes reconnues « Travailleurs handicapés » ;
- Les personnes bénéficiaires de la protection internationale ;
- Les personnes salariées et/ou accompagnées par une structure type SIAE, entreprise adaptée, ESAT, EPIDE, Ecole 2e chance ...
- Les personnes de +50 ans, les résidents en quartiers politique de la ville ;
- D'autres situations spécifiques, sur avis des prescripteurs et du facilitateur.

L'éligibilité doit être établie préalablement au démarrage de l'action et à la réalisation des heures.

Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion sur lesquelles le titulaire s'est engagé. A cet effet, ce dernier fournira au Facilitateur du Département du Calvados et dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles : copie du contrat de travail, structure partenaire, attestation de réalisation...

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité de 50 € HT par jour de retard (CCAP).

Le prestataire qui rencontre des difficultés pour assurer le suivi de son engagement sur la durée du contrat, doit en informer le maître d'ouvrage sous huitaine, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans ce cas, le Facilitateur du Département du Calvados étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs fixés.

Un bilan négatif, imputable à l'entreprise, par rapport au contenu de l'offre entraînera une pénalité de 50 € HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAG.

Traitement de données à caractère personnel :

Afin de répondre à ses obligations en matière d'insertion socioprofessionnelle découlant du présent contrat, le titulaire est amené, durant la durée du marché, à collecter des données personnelles concernant les personnes éligibles à ce dispositif. Ces données devront être transmises, selon les modalités définies entre les parties, au Département du Calvados, à des fins de contrôle de l'éligibilité des bénéficiaires, et à des fins de statistiques anonymisées.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016, dit règlement général sur la protection des données (RGPD).

En application de ces dispositions, le titulaire doit s'assurer de la sécurité et de la confidentialité de ces données, et a notamment la responsabilité d'informer les personnes employées ou susceptibles d'être employées, ainsi que les personnes embauchées ou susceptibles d'être embauchées directement par lui, des dispositions prévues audit règlement (notamment en ce qui concerne la collecte, la transmission, le destinataire, la conservation, le traitement, l'accès et la rectification des données personnelles). En cas de recours à un intermédiaire pour l'emploi ou l'embauche des personnes éligibles (notamment le recours à une entreprise d'intérim, un sous-traitant, une structure de l'insertion par l'activité économique, un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification), le titulaire doit s'assurer que cet intermédiaire assure auprès des personnes concernées l'information relative à l'application du règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Le titulaire s'engage également à répondre aux éventuelles demandes des personnes bénéficiaires du dispositif, souhaitant exercer leur droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement, de portabilité des données personnelles les concernant, ainsi que le droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris profilage).